

TD 1 – Les fondements de la connaissance économique

Travail à faire

A partir des articles présentés en annexe et du cours, vous répondrez aux questions suivantes :

- 1) Quels sont les types de besoins présentés en annexe 1 ? Pourquoi les besoins sont-ils illimités ?
- 2) Quelle définition pouvez-vous donner des ressources ? Pourquoi sont-elles limitées ? Mettez en relation la rareté et les choix économique.
- 3) En quoi peut-on dire que l'économie est la science des choix ?
- 4) Présentez les fondements du libéralisme économique. Quelles sont les principales conclusions des travaux Adam Smith ?
- 5) Quels sont selon, Marx :
 - a. Les rapports de classe dans le système capitaliste ?
 - b. Les contradictions du capitaliste ?
- 6) A quoi devaient aboutir les crises du capitalisme ? En quoi le capitalisme a-t-il évolué ?
- 7) Définissez et expliquez l'origine de la plus-value. Qu'est ce que l'accumulation du capital ?
- 8) Pourquoi selon, Keynes :
 - a. Le marché livré à lui-même conduit-il à la crise ?
 - b. L'Etat doit-il intervenir ?
- 9) Énoncez les principaux éléments constitutifs :
 - a. Du système capitaliste.
 - b. Du système socialiste.
- 10) Dans quelles conditions historiques le socialisme est-t-il apparu ? A-t-il disparu ?

Critères d'évaluation

Ce qui compte dans chacune de ces questions est (1) votre capacité à mobiliser ce que nous avons vu en cours (2) la qualité de votre argumentation. Chacune de vos réponses doit être argumentée.

Organisation (approximative) de votre temps de travail

Lecture des annexes – 15 min

Travail de réflexion individuel – 30 min

Mise en commun avec les autres membres du groupe et rédaction – 45 min

Ceci n'est qu'une proposition. Vous pouvez tout à fait vous organiser différemment (ex : travailler question / question). Évitez en revanche de vous répartir les questions car l'enjeu est avant tout de produire une réflexion collective.

Le travail de rédaction à proprement parler peut dépasser un peu... Dans ce cas, le compte rendu devra être finalisé pour la séance de cours suivante au plus tard.

Annexe 1 L'objet de la science économique

L'activité humaine présente un aspect économique lorsqu'il y a lutte contre la rareté.

Tout homme a des **besoins**, c'est-à-dire des désirs de disposer de moyens capables de prévenir ou de faire cesser des sensations de peine ou d'insatisfaction, ou de moyens aptes à provoquer et à accroître des sensations agréables.

Ces besoins sont éminemment subjectifs : chaque homme décide s'il y a pour lui un besoin et dans quelle mesure ce besoin existe. Le besoin varie d'un individu à un autre. La notion économique de besoin se distingue pour cette raison d'autres notions du besoin, qui font appel à des critères objectifs :

- notion physiologique du besoin, qui exprime par exemple le nombre de calories dont l'homme a besoin pour vivre ;
- notion sociologique du besoin, qui tient compte des types de civilisation et des milieux auxquels appartient l'individu ;
- notion morale du besoin, qui recourt au critère de l'utile ou du nuisible, ou à certaines valeurs. [...]

Les besoins humains sont nombreux : matériels et intellectuels ; physiologiques et psychologiques. Ils s'accroissent et se diversifient sans cesse parce que l'homme est infini dans ses vœux, qu'il découvre sans cesse de nouveaux objectifs et de nouveaux moyens, que la vie de ses semblables lui offre des motifs d'imitation et d'émulation toujours renouvelés.

Or les moyens que l'homme a de satisfaire ses besoins sont limités. Il vit dans un monde de **rareté**. Les ressources dont il dispose sont, soit insuffisantes à un moment donné, soit mal réparties dans l'espace. Même s'il jouissait de ressources abondantes, s'il vivait en pays de Cocagne, l'homme serait encore limité par le temps, le plus rare de tous les biens.

Faute de pouvoir tout avoir à la fois et tout faire en même temps, l'homme doit effectuer des **choix**. Pour atteindre un certain objectif, il est contraint de sacrifier d'autres fins, de ne pas appliquer à leur réalisation des moyens limités et un temps rare. Tout choix est donc assorti d'un sacrifice, d'un coût que l'on nomme coût d'opportunité : quand j'achète une paire de chaussures, je renonce à la satisfaction que m'aurait apportée l'achat d'un autre bien.

Le coût d'opportunité est le sacrifice en termes réels que subit un sujet économique qui procède à un choix entre plusieurs actions possibles : quand ce sujet s'engage dans une activité spécifique donnée, par exemple une production, le coût qu'il supporte consiste dans la valeur des occasions qu'il n'a pas saisies, c'est-à-dire dans la valeur des biens et services qui ne peuvent être créés ailleurs parce que les ressources utilisées ne sont plus disponibles pour d'autres emplois.

R. Barre, F. Teulon, *Economie politique*, Ed. PUF, 1997.

Annexe 2 Le courant libéral

Économiste classique britannique, **Adam Smith** (1723-1790) est considéré comme le fondateur de la pensée libérale moderne. Il pense que pour favoriser l'enrichissement des nations, il faut encourager la division du travail, laisser les individus œuvrer pour leur intérêt personnel et libéraliser les échanges. Ses principaux ouvrages sont : *Théorie des sentiments moraux* (1759), *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations* (1776).

Adam Smith [...] pose [...] un principe affirmant que la valeur des marchandises résulte de la quantité de travail nécessaire pour les produire. La richesse provient donc de la production matérielle. Smith présente dans son ouvrage les moyens d'accroître cette production afin d'enrichir la nation :

- la division du travail : dans son célèbre exemple de la manufacture d'épingles, Smith montre que la division du travail est le facteur principal de l'accroissement de la productivité ;

- la liberté de s'enrichir : Smith énonce le principe de la « *main invisible* » (principe selon lequel en œuvrant pour leur intérêt personnel, les individus enrichissent la nation tout entière). L'État doit donc laisser les individus libres. Le rôle de cet État minimal se limite à trois fonctions : protéger la nation contre les autres nations (armée), protéger les individus contre l'injustice et l'oppression (justice et police) et s'occuper des travaux d'infrastructures nécessaires pour le développement économique et non rentables pour le secteur privé ;

- le libre-échange et la spécialisation internationale, qui permettent d'acheter à l'étranger ce qui y est moins cher. Smith comprend que le libre-échange mène inévitablement à la spécialisation internationale : celle-ci est fortement souhaitable, car elle permet d'optimiser les avantages de chaque pays.

S. d'Agostino, P. Denbel, M. Montoussé, G. Renouard, *Dictionnaire de sciences économiques et sociales*, Éd. Bréal, 2002

Annexe 3 Le courant marxiste

Les principales origines du marxisme sont la philosophie allemande (celle de Hegel en particulier), la pensée socialiste française (Cabet, Fourier, Proudhon, Louis Blanc...) et l'économie politique anglaise (Smith, Ricardo...) : la première amena Marx à envisager le capitalisme dans son histoire et à en étudier les forces antagonistes ; la deuxième le sensibilisa à la misère ouvrière, attribuée à la propriété privée des moyens de production ; la troisième l'initia à la théorie économique de la valeur, des prix et des revenus.

Selon Marx, le capitalisme connaît une opposition irréductible entre deux classes : la bourgeoisie, propriétaire des usines, et le prolétariat, ne possédant que sa seule « force de travail », dont l'utilisation est la cause unique de la valeur des marchandises. La bourgeoisie « exploite » le prolétariat en lui extorquant une « plus-value », qui rémunère les propriétaires du « capital ». En effet, selon Marx, les capitalistes versent à leurs ouvriers un salaire qui leur permet juste de « reproduire » leur force de travail (c'est-à-dire acheter de quoi se nourrir, se vêtir, se loger...). salaire inférieur à la valeur des marchandises qu'ils produisent.

Marx pense que le capitalisme est miné par plusieurs contradictions.

- Il considère que l'accumulation du capital s'accompagne d'une augmentation de la part des machines par rapport à celle du travail (afin d'accroître la produc-

tivité) ; mais, comme la plus-value ne provient que du seul usage de la force de travail, le taux de profit rémunérant le capital (rapport entre la plus-value et le capital engagé) tend à diminuer. Ce processus peut être freiné par la baisse des salaires (mais ils ne peuvent être inférieurs au niveau de subsistance) ou par des gains de productivité (mais ceux-ci provoquent aussi la baisse de la valeur des marchandises produites, puisqu'elles nécessitent moins de temps de travail).

Cette « loi de la baisse tendancielle du taux de profit » condamne à terme le capitalisme, car les entrepreneurs finiront par ne plus investir si le taux de profit devient trop faible, ou ils chercheront à réduire encore les salaires et provoqueront un soulèvement ouvrier.

- Une autre contradiction menace le capitalisme. Elle provient de l'écart croissant entre la valeur totale des marchandises produites et l'ensemble des salaires distribués.

Marqué par cette double contradiction, le capitalisme ne peut, pour les marxistes, que traverser des crises de plus en plus violentes, dont la classe ouvrière supporte l'essentiel des effets, à travers la hausse du chômage et l'instabilité de ses revenus. Cela devrait conduire à la remise en cause du système et à son remplacement par une société sans classes, où l'essentiel des moyens de production et d'échange aurait été collectivisé.

P. Bezbakh, S. Gherardi, *Dictionnaire de l'économie*, Larousse-Le Monde, 2003.

Annexe 4 Le courant keynésien

L'ANALYSE KEYNÉSIEENNE

L'intervention économique de l'État a obéi au même souci de limiter les effets négatifs du fonctionnement d'un marché livré à lui-même. C'est J.M. Keynes, un économiste anglais de l'entre-deux-guerres, qui montra, avec le plus de pertinence et de force de conviction, que le capitalisme libéral débouchait « naturellement » sur le sous-emploi, par suite d'un cercle vicieux facile à comprendre : lorsqu'une entreprise éprouve des difficultés, elle réduit les revenus qu'elle distribue (à son personnel, à ses fournisseurs, à ses propriétaires ou à l'État). Du même coup, et sans qu'elle l'ait voulu, elle réduit les débouchés des autres entreprises, puisque la diminution des revenus provoque (en l'absence de revenus sociaux stabilisateurs) une réduction des dépenses, c'est-à-dire de la demande. À son tour, cette réduction des débouchés incite les entreprises qui en sont victimes à diminuer les revenus distribués, et le cercle vicieux se boucle. Certes, en temps « normal », les entreprises en difficulté sont en nombre réduit et la tendance à la réduction de la demande ne se fait pas sentir. Mais le phénomène peut prendre de l'ampleur, par exemple à la suite d'un ralentissement des dépenses d'investissement. Les firmes qui produisent ce type de biens sont touchées par la mévente et enclenchent le cercle vicieux (appelé souvent déflationniste) décrit plus haut.

Pour Keynes, les fluctuations inévitables du marché conduisent fatalement à un enchaînement de ce type :

livré à lui-même, le capitalisme libéral engendre des phénomènes déflationnistes, qui ne peuvent que produire un sous-emploi durable. Contrairement à ce que proclamaient les économistes « classiques » (antérieurs à Marx, comme A. Smith, D. Ricardo, J.-B. Say...) ou « marginalistes » (postérieurs à Marx, comme A. Marshall, L. Walras ou C. Pigou...), le marché ne fournit pas une bonne « régulation » du système dans son ensemble. Keynes montre que ce qui est bon pour l'entreprise ne l'est pas forcément pour l'ensemble du système économique. Entre la microéconomie (celle qui s'attache à étudier le fonctionnement rationnel de l'entreprise) et la macroéconomie (qui s'intéresse au système économique global), la différence n'est pas seulement une question de taille, elle est de nature : ce qui est vrai à l'échelle microéconomique ne l'est plus à l'échelle macroéconomique.

L'État, chef d'orchestre

Dès lors, pour contrecarrer les tendances spontanées du capitalisme à engendrer le sous-emploi, l'État doit intervenir. Car l'État est le seul acteur qui puisse se situer sur le plan macro-économique. Ou, pour prendre une comparaison, la cacophonie, qui tend à s'instaurer lorsque chaque instrumentiste joue sans se soucier des autres, doit être contrebalancée par la présence d'un chef d'orchestre qui, seul, peut appréhender l'ensemble. L'État, pour Keynes, doit jouer ce rôle si l'on veut sauvegarder le capitalisme.

D. Clerc, *Déchiffrer l'économie*, Éd. La Découverte, 2004.

Annexe 5 Le système capitaliste

Système économique caractérisé par la propriété privée des moyens de production, par le rôle du marché où s'exerce une concurrence entre les agents économiques, par l'importance de l'initiative individuelle (qui n'exclut pas totalement le rôle de l'État), par la recherche et le ré-investissement systématiques du profit. [...]

Les auteurs libéraux insistent sur le rôle essentiel du marché qui assure la meilleure répartition possible des ressources, et sur l'initiative individuelle, moteur du développement économique et du progrès.

Les marxistes mettent l'accent sur la propriété privée des moyens de production, d'où découle la division de la société en deux classes antagonistes : la bourgeoisie (qui détient les moyens de production) et le prolétariat (qui ne possède que sa seule force de travail). [...]

Le capitalisme contemporain reste caractérisé par la propriété privée des moyens de production, mais l'État joue, dans tous les pays développés, un rôle important. Parfois propriétaire de grandes entreprises, voire de secteurs entiers de l'économie, il intervient de multiples façons : dépenses et recettes publiques, réglementation, incitations, etc.

D'autre part, le capitalisme moderne est caractérisé par une concentration croissante des entreprises qui conduit à l'existence de grands groupes économiques dont l'activité multiforme dépasse souvent les frontières nationales et dans lesquels la propriété du capital – souvent dispersée entre les mains de nombreux actionnaires – est souvent distincte du pouvoir de direction assuré par des directeurs « managers » salariés qui forment la *technostructure* : ce capitalisme est qualifié de *managerial*. Le début du XXI^e siècle voit le retour du pouvoir des actionnaires propriétaires qui exigent des dividendes importants : il s'agit d'un capitalisme *patrimonial* ou *actionnarial*.

L'internationalisation croissante des échanges de marchandises et de capitaux rend les différentes nations de plus en plus dépendantes les unes des autres.

Enfin, les crises économiques qui secouaient périodiquement l'économie capitaliste jusqu'à la première moitié du XX^e siècle n'ont pas totalement disparu : après trente années de croissance relativement rapide et régulière (les « Trente Glorieuses »), la crise de 1974, suivie d'une croissance ralentie, a appelé les limites autorégulatrices de ce système.

C.-D. Échaudemaison, *Dictionnaire d'économie et de sciences sociales*, Éd. Nathan, 2001.

Annexe 6 Le système socialiste

Le **socialisme**, qui a d'abord été une protestation contre les inégalités et la paupérisation, c'est-à-dire l'appauvrissement d'une partie de la population lors de la révolution industrielle en Europe au XIX^e siècle, est devenue une doctrine politique et sociale prônant une société égalitaire dans laquelle aucun groupe ne dominerait les autres et où l'intérêt collectif aurait la prééminence sur les intérêts individuels.

Le socialisme a donné naissance à de nombreux groupements politiques très différents dans la plupart des pays. Mais le mot socialisme est aussi le nom qui a été donné à un système économique qui a, pendant longtemps, dominé un ensemble de pays dont le plus important était l'Union soviétique. Le marxisme a d'ailleurs constitué l'idéologie officielle de ces systèmes.

UNE ÉCONOMIE CENTRALEMENT PLANIFIÉE

Plusieurs traits caractérisent ce système économique.

- La propriété collective des moyens de production. Cela signifie que tous les secteurs de l'économie appartiennent à l'État, qu'il s'agisse de l'industrie, des banques, des transports ou du commerce. L'agriculture est, elle aussi, collectivisée, même si certains paysans (ceux qui travaillent dans des coopératives que sont les kolkhozes) peuvent détenir un petit lopin de terre. Le pouvoir est exercé par des fonctionnaires nommés en réalité par le Parti communiste. On a ainsi appelé **nomenklatura** l'ensemble des personnes occu-

pant des postes de responsabilité dans l'État et le système économique soviétique bénéficiant de privilèges particuliers.

- La **planification centralisée** et impérative. Depuis les années 30, il existe des **plans quinquennaux** (5 ans) qui organisent toute la vie économique. Le Plan concerne tous les secteurs de l'économie ; les entreprises sont consultées, mais le **Gosplan** (comité d'État de la planification) décide seul des objectifs détaillés que les entreprises, qui dépendent des ministères spécialisés, doivent atteindre. La plupart de ces objectifs sont des objectifs quantitatifs, fixés en unités physiques (tonnes, nombre d'unités produites, etc). La planification est obligatoire pour toutes les entreprises.

- Une économie contrôlée. L'activité des entreprises est entièrement sous le contrôle de l'État ; l'entreprise se voit ainsi imposer ses clients et ses fournisseurs, ses approvisionnements faisant l'objet d'un rationnement particulier puisque seul le ministère décide des quantités achetées aux fournisseurs. Le contrôle de l'économie réside aussi dans la fixation autoritaire des prix.

PAYS EN TRANSITION :
ensemble des pays anciennement socialistes qui ont abandonné l'économie centralement planifiée pour amorcer une transition vers l'économie de marché (Russie et pays de l'ex-URSS, pays d'Europe centrale et orientale, etc.).